

PREFECTURE DES CÔTES-D'ARMOR

**A R R E T E**

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES  
ET SOCIALES

**portant autorisation d'exploiter un Centre Technique d'Enfouissement  
des Déchets sur la commune de LANTIC**

**LE PREFET**  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU** le Titre V du Livre I du Code de l'Environnement ;
- VU** la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU** la loi n° 75.633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- VU** le décret n° 95.1027 du 18 septembre 1995 relatif à la taxe sur le traitement et le stockage des déchets ;
- VU** le décret n° 94.609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi n° 75.633 du 15 juillet 1975, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux notamment aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;
- VU** le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour application du Titre V du Livre I du Code de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des Installations Classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage des déchets ménagers et assimilés ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** l'arrêté du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23.3 du décret n° 77.1133 ;
- VU** la circulaire n°97-15 du 9 janvier 1997 relative à l'élimination des déchets d'amiante-ciment ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 juillet 1996 approuvant le plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés dans le département des COTES-d'ARMOR ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1979 modifié le 9 juin 1987, le 14 mars 1997 et le 29 novembre 1999 autorisant le SMITOM de Launay-Lantic à exploiter une décharge contrôlée de déchets ménagers et assimilés ;



- VU** l'étude de mise en conformité présentée par le SMITOM de Launay-Lantic en vue d'être autorisé à poursuivre l'exploitation de la décharge située sur la commune de LANTIC ;
- VU** les plans et documents produits à l'appui de cette demande ;
- VU** l'avis de la Direction Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 23 juin 2000 ;
- VU** l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 21 janvier 2001 ;
- VU** la consultation effectuée le 23 février 2001 en application de l'article 10 du décret du 21/09/1977 susvisé ;
- VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 30 mars 2001 ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L 512.2 du Code de l'Environnement susvisé, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagements et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des COTES-d'ARMOR ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le présent arrêté abroge et remplace les arrêtés préfectoraux relatifs aux autorisations d'exploiter le site accordées à Monsieur le Président du SMITOM de Launay-Lantic en date des 14 mars 1997, 9 juin 1987 et 9 novembre 1979.

**ARTICLE 2 :** Le SMITOM de Launay-Lantic est autorisé à exploiter, sur la commune de LANTIC, un Centre d'Enfouissement Technique des Déchets (C.T.E.D.), une usine de compostage de déchets ménagers et de déchets verts et une plate-forme de regroupement pour le verre, au lieu-dit "La Fontaine Trémargat", sur les parcelles référencées Section B du cadastre n° 305 à 321, 393, 396, 384 à 390, 533 à 550, 569 à 576.

La surface totale du site est d'environ 16,9 ha. Le C.T.E.D. représente 12,5 ha dont environ 6,5 ha sont réservés à la poursuite de l'exploitation conformément à la réglementation.

Cette installation est soumise à autorisation préfectorale sous les rubriques n° 322.B.1. (broyage) - 322.B.2. (décharge déchets ménagers et assimilés) - 322.B.3. (compostage) de la nomenclature sur les Installations Classées.

### **TITRE I - PRESCRIPTIONS GENERALES**

**ARTICLE 3 : AMENAGEMENT du SITE**

**Art.3.1.** Les aménagements seront réalisés conformément au dossier de mise en conformité de l'exploitation.

A proximité immédiate de l'entrée principale, est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont inscrits :

- la désignation de l'installation de stockage ;
- les mots : "Installation de stockage et usine de compostage des déchets ménagers et assimilés, Installations Classées pour le Protection de l'Environnement, soumise à autorisation conformément au Titre V du Livre I du Code de l'Environnement ;
- la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- les jours et heures d'ouverture ;
- les mots "Accès interdit sans autorisation" et "Informations disponibles à " suivis de l'adresse de l'exploitation ou de son représentant et de la Mairie de la commune d'implantation ;
- les numéros de téléphone de la gendarmerie et de la Préfecture du département.

Les panneaux doivent être en matériaux résistants, les inscriptions doivent être indélébiles et nettement visibles.

**Art.3.2.** Aucune habitation ou aucun établissement recevant du public ne devra être construit à moins de 200 m de la zone exploitée.

### **Art.3.3. Clôtures et plantations**

Tous les talus et haies existants sur le pourtour des parcelles périphériques devront être au maximum conservés et même renforcés, s'ils ne sont pas suffisants pour masquer les stockages, sur une largeur de 5 mètres.

Afin d'en interdire l'accès, le Centre sera entouré d'une clôture en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres.

Le défrichement des parcelles ne devra être effectué qu'au fur et à mesure des besoins.

**Art.3.4.** Les voies de circulation et aires de stationnement seront aménagées au fur et à mesure des besoins.

Toutes les dispositions devront être prises pour éviter la salissure de la voie publique.

**Art.3.5.** La cuve de gas-oil d'une capacité de 1 200 l ainsi que la cuve de stockage des huiles usagées d'une capacité de 2 000 l, situées dans le local technique, seront munies d'une capacité de rétention étanche correspondant à 100 % de la capacité de la cuve conformément à la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 4 : EXPLOITATION**

**Art.4.1.** Les horaires d'ouverture du site sont :

<b>HORS-SAISON</b>		<b>SAISON *</b>
Lundi	7h - 18h30	6h - 20h
Mardi	6h - 18h30	5h - 21h
Mercredi	6h - 18h30	6h - 20h
Jeudi	6h - 18h30	5h - 21h
Vendredi	6h - 18h30	5h - 21h
Samedi	8h - 17h30	7h - 17h30
Dimanche		9h - 11h (Juillet + Août)

\* Saison : Juin - Juillet - Août - Septembre.

Tous les déchets entrant sur le site font l'objet d'une pesée sur pont bascule avec gestion informatisée. Un agent est présent en permanence pour assurer la surveillance des entrées.  
Le site n'est accessible que durant ces heures d'ouverture.

**Art.4.2.** L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (*pluviométrie, ensoleillement, relevé de la hauteur d'eau dans les piézomètres des casiers, dans les piézomètres choisis pour le suivi des eaux souterraines, volume d'effluent en sortie de lagunage*). Ce bilan est calculé annuellement. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation et à réviser, si nécessaire, les aménagements du site.

#### **Art.4.3. Prévention des nuisances**

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation. Il prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des rats, des insectes et des oiseaux.

Tout brûlage des déchets à l'air libre est strictement interdit.

Les activités de tri et récupération des déchets sont interdites sur le site en-dehors de l'emplacement réservé au stockage du verre.

#### **Art.4.4. Prévention des odeurs**

L'exploitation doit continuer à être menée de manière à limiter les dégagements d'odeurs.

#### **Art.4.5. Prévention des envois**

Au niveau du C.T.E.D., le mode de stockage et le recouvrement hebdomadaire des déchets doit permettre de limiter les envois de déchets.

L'exploitant procède régulièrement au ramassage des papiers et divers déchets envoyés sur l'installation et ses abords.

#### **Art.4.6. Niveau sonore**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (*sirène, avertisseurs, haut-parleurs...*) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les niveaux limites admissibles de bruit en limite de propriété sont de :

- 70dB(A) de 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés ;
- 60dB(A) de 22h à 7h ainsi que dimanches et jours fériés.

Les bruits émis par les installations ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, pour des niveaux inférieurs à 45dB(A), d'une émergence supérieure à :

- 6 dB(A) pour la période allant de 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés ;
- 4 dB(A) pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit constatés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt.

L'émergence sonore niveau sonore au droit de l'habitation "la fontaine Trémargat" ne devra pas excéder 5 dB(A) conformément au dossier présenté.

#### **Art.4.7. Prévention des risques d'incendie**

Aucun déchet non refroidi, explosif ou susceptible de s'autoenflammer ne doit être admis. Les mâchefers reçus sur le C.T.E.D. seront refroidis avant de quitter l'usine d'incinération. Les abords du site seront débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie.

En vue de lutter efficacement contre l'incendie, une réserve de matériaux de couverture de 2 500 m<sup>3</sup> sera régulièrement répartie sur l'ensemble du site. Ces réserves seront uniquement affectées à la lutte contre l'incendie.

L'eau des bassins de lagunage d'une contenance de 5 400 m<sup>3</sup> pourra être utilisée en cas de besoin.

L'usine sera équipée d'extincteurs en nombre suffisant et d'une lance à incendie à proximité de la fosse de réception des ordures ménagères.

Des consignes particulières d'incendie seront établies et affichées avec le numéro de téléphone et l'adresse du poste de sapeurs-pompiers le plus proche.

#### **Art.4.8. Engins de chantier**

Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur.

#### **Art.4.9. Electricité**

L'installation électrique sera maintenue en bon état et contrôlée périodiquement par un organisme agréé. Les rapports de contrôle seront à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

### **TITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES AU C.T.E.D.**

**ARTICLE 5 :** Le flux total annuel des déchets admis susceptibles de varier selon les possibilités de valorisation des déchets sera inférieur à 20 000 t/an et évalué aux environs de 14 000 t/an.

Les déchets seuls autorisés sur le C.T.E.D. sont :

- ✓ les refus de compostage légers\* ;
- ✓ les refus de compostage lourds ;
- ✓ les mâchefers non valorisables et les refus de criblage des mâchefers ;
- ✓ les objets encombrants d'origine domestique non valorisables\* ;
- ✓ les boues issues de la production d'eau potable de siccité supérieure à 30 %
- ✓ les boues issues des stations d'épuration de siccité supérieure à 30 % (jusqu'au 1 juillet 2002)
- ✓ les déchets contenant de l'amiante-ciment ;
- ✓ les déchets de chantiers en mélange\*.

*modifié par  
C.H.E. du 12/5/2003.*

La durée d'exploitation du C.T.E.D., compte-tenu des volumes prévisionnels attendus, sera au maximum de 35 ans.

\* conformément à l'échéancier fixé dans le cadre du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés

#### **ARTICLE 6 : MODALITES d'ADMISSION des DECHETS**

##### **Art.6.1. Origine des déchets**

Les déchets sont issus des collectivités adhérentes au SMITOM de Launay-Lantic.

Les déchets des collectivités extérieures au SMITOM pourront toutefois être admis, notamment lors des périodes d'arrêt de leurs installations et sous réserve qu'une convention soit établie.

Les mâchefers et les résidus de criblage des mâchefers proviennent de l'usine d'incinération des ordures ménagères de PLUZUNET.

Les conventions établies par le SMITOM de Launay-Lantic avec les collectivités productrices de déchets et cosignées par l'exploitant sont valables trois ans.

Les déchets apportés par les particuliers sont acceptés au C.T.E.D. de LANTIC sans convention mais sous le contrôle de l'exploitant.

#### Art.6.2. Information préalable à l'admission des déchets

Tout producteur ou détenteur de déchets doit fournir à l'exploitant une information préalable sur la nature du déchet en vue de son admission.

Cette information devra être renouvelée tous les ans et conservée au moins deux ans par l'exploitant.

L'ensemble des informations préalables adressées pour les déchets admis sur un site est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

#### Art.6.3. Certificat d'acceptation préalable pour certains déchets

Pour les déchets disposant de critères d'admission, un certificat d'acceptation préalable soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'Inspection des Installations Classées que l'information préalable à l'admission des déchets, sera délivré.

Le certificat d'acceptation préalable consigne les informations contenues dans l'information préalable d'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet. Des tests peuvent être réalisés en vue de connaître la composition chimique principale du déchet brut et son potentiel de lixiviation.

Ce certificat concernera notamment l'admission des mâchefers issus des usines d'incinération d'ordures ménagères.

#### Art.6.4. Contrôles d'admission

Toute livraison de déchet fait l'objet d'une vérification de l'existence d'une information préalable ou d'un certificat préalable.

L'exploitation tient en permanence à jour et à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées un registre d'admission où il consigne pour chaque véhicule apportant des déchets :

- le tonnage et la nature des déchets ;
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou des collectivités de collecte ;
- la date et l'heure de réception ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation ;
- le résultat des éventuels contrôles d'admission.

Après passage du véhicule sur un pont bascule, un contrôle visuel et une vérification de non radioactivité seront effectués sur chaque chargement.

Le seuil d'alarme pour la détection des déchets radioactifs, déterminé en fonction du bruit de fond du site, sera fixé de la manière suivante :

$$\text{Seuil d'alarme} = 2 \times \text{Bruit de Fond}$$

#### Art.6.5. Registres d'admission et de refus d'admission

En cas de non conformité sur les éléments précités, le chargement sera refusé.

Un relevé mensuel des admissions est transmis par l'exploitant au SMITOM de LAUNAY-LANTIC qui établit un récapitulatif annuel.

Un registre des refus est tenu et une liste des filières d'élimination adaptées au type de déchet refusé est mise à disposition du transporteur.

Les registres d'admissions et refus sont en permanence tenu à jour et mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

#### **Art.6.6. Mesures en cas de détection de sources radioactives**

En cas de détection d'une source radioactive au niveau du contrôle réalisé à l'entrée du site :

- Vérifier la présence d'éventuels points chauds (*sources ponctuelles*) ;  
Si le résultat est positif, appeler la cellule mobile d'intervention radiologique pour faire isoler cette source ;
- S'il n'y a pas de source ponctuelle et que le chargement présente une radioactivité homogène, vérifier le débit de dose ;
- Si le débit de dose n'est pas conforme aux éléments relatifs à l'information préalable, il faut isoler le véhicule dans un lieu sûr, éloigné du personnel, à l'abri de la pluie et du vent ; prévenir l'Inspecteur des Installations Classées ;
- En accord avec l'Inspecteur des Installations Classées, le chargement sera évacué vers un centre de traitement approprié.

### **ARTICLE 7 : AMENAGEMENT du C.T.E.D.**

#### **Art.7.1. Aménagement des casiers**

##### **Art.7.1.1. Casiers achevés**

Les casiers dont l'exploitation est achevée seront réaménagés en vue de limiter leur impact sur l'environnement. En cas de production significative de biogaz, des événements de dégazage munis d'une vanne de prélèvement seront installés en vue de limiter les risques d'explosion.

Une mesure des émanations gazeuses sur les casiers achevés n'ayant pas mis en évidence une production significative de biogaz, un nouveau contrôle sera réalisé d'ici *un an* à compter de la date de parution du présent arrêté.

##### **Art.7.1.2. Casiers en exploitation**

Les casiers actuellement en exploitation (*parcelles 313 à 321*) sont séparés par des digues en argile de 4 m de hauteur. Le fond du casier est situé à - 4 m/sol pour les casiers 1 et 2 et - 1,5 m/sol pour les casiers 3 et 4.

La hauteur des casiers sera inférieure à 6 m au-dessus du terrain naturel et leur largeur de front sera limitée à 30 m.

Entre juin et septembre, pour permettre une régulation des envois vers l'incinérateur de PLUZUNET, un stockage provisoire des refus légers de compostage sera aménagé au nord-est du site entre 2 casiers. Un filet sera tendu au-dessus des déchets afin de prévenir tous risques d'envoi des déchets.

##### **Art.7.1.3. Casiers ouverts après le 1er/09/99**

Les aménagements seront réalisés conformément au dossier de mise en conformité du site.

Les déchets seront entreposés dans des casiers séparés par une digue composée de matériaux argileux compactés de 1,2 m de hauteur et dont la largeur au sommet sera d'environ 10m. Sur cette digue un géotextile antipoinçonnement et une géomembrane formeront une barrière étanche d'un casier à l'autre.

Une seconde digue en terre de 3 m de hauteur surmontera la première digue. Il conviendra de veiller à l'indépendance hydraulique de chaque casier et il ne sera exploité qu'un seul casier à la fois par catégorie de déchet.

L'ensemble des casiers sera équipé d'une barrière de sécurité active constituée d'une géomembrane assurant l'étanchéité, d'une couche de drainage des eaux souterraines de 20 cm et d'une couche de drainage de lixiviats de 50 cm, au niveau de chaque alvéole.



La profondeur de terrassement n'excédera pas 1m50 et 0,8 m pour les terrains situés le plus à l'est du site ; un réseau de drains sera installé sous la membrane afin de permettre l'évacuation gravitaire des eaux susceptibles de s'accumuler sous la membrane.

La hauteur utile des casiers en surélévation ne dépassera pas 6 m au-dessus du terrain naturel. Sur les flancs de chaque casier, une barrière de sécurité active assure son indépendance hydraulique, le drainage et la collecte des lixiviats et évite ainsi la sollicitation de la barrière de sécurité active.

Les travaux de terrassement seront vérifiés par l'entreprise réalisant l'étanchéité et par le maître d'ouvrage. Tous les défauts observés lors de l'inspection réalisée au niveau de l'étanchéité seront immédiatement réparés.

L'entrepreneur s'engagera à soumettre la pose des géosynthétiques (*géomembrane + géotextiles de protection*) à un plan d'assurance qualité. Celui-ci sera documenté et remis au maître-d'oeuvre à la fin des travaux.

Les modalités de couverture des zones exploitées sont précisées à l'article 11.

#### Art.7.1.4. Stockage des déchets amiante liée

##### *a) Accueil des déchets - Conditionnement*

La procédure d'accueil et d'orientation du lot doit permettre d'assurer la traçabilité du déchet.

L'étiquetage "amiante" imposé par le décret n°88-466 du 28/04/88 modifié relatif aux produits contenant de l'amiante-ciment, devra figurer sur tous les conditionnements. Un bordereau de suivi des déchets devra accompagner les chargements. Un exemplaire en sera conservé et archivé sur le site.

Les déchets contenant de l'amiante liée seront stockés dans un casier distinct localisé sur la parcelle n°549.

Les déchets issus du nettoyage et les déchets de matériels et d'équipements seront conditionnés comme les déchets issus des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages dans le bâtiment. Ils seront placés dans une double enveloppe étanche qui sera elle-même placée dans un grand récipient pour vrac.

Les plaques, ardoises et produits plans devront, dans la mesure du possible être palettisés. Les tuyaux et canalisations seront conditionnés en racks. Les autres éléments en vrac seront déposés dans les bennes bâchées réservées à cet effet.

##### *b) Aménagement et exploitation*

Le déchargement, l'entreposage éventuel et le stockage des déchets seront effectués après contrôle visuel. Ces opérations seront réalisées avec toutes les précautions nécessaires pour conserver aux produits leur intégrité et limiter les envols de poussières.

Le stockage des déchets ne devra pas dépasser 6 m de hauteur au-dessus du terrain naturel. La mise en oeuvre des déchets doit s'effectuer de façon à assurer la stabilité mécanique des casiers et la limitation des envols de fibres.

Afin de limiter ces envols, les opérations de compactage ou de confinement nécessaires à la stabilité du site ne peuvent être effectuées directement sur les déchets déposés dans les alvéoles. Une couche intermédiaire de terre, de sable ou de matériau équivalent, présentant une épaisseur ou une résistance suffisante devra être mise en place sur chaque couche de déchets, avant d'effectuer les opérations de tassage et de compactage.

Une couverture *quotidienne* de la zone exploitée sera réalisée. La couverture finale du site permettra de limiter à long terme le réenvol de poussières de déchets stockés dans les alvéoles.

*Le fond de l'alvéole sera en pente et drainé gravitairement vers les lagunes de traitement.*



#### **Art.7.2. Collecte des eaux de ruissellement**

Les fossés externes de collecte des eaux de ruissellement extérieures au site seront prolongés afin de ceinturer l'ensemble des casiers en exploitation. Ces aménagements doivent être réalisés dans leur intégralité avant le début de l'exploitation.

Les fossés internes "eaux sales" seront réalisés au fur et à mesure de l'exploitation des casiers.

Un réseau de fossés drainants quadrillera l'ensemble du site de manière à récupérer les eaux de ruissellement intérieures « propres ».

Les eaux issues des fossés externes, des fossés "propres" internes et les eaux souterraines issues du drainage sous la géomembrane seront envoyées vers le ruisseau de Launay pour la zone sud du site après passage dans des bassins tampon dimensionnés pour recevoir les eaux de ruissellement d'une pluie décennale.

Afin de réaliser la canalisation qui permettra l'évacuation d'une partie de ces eaux non souillées vers le ru de Launay, le SMITOM devra solliciter une autorisation de passage auprès du propriétaire des terrains.

Au nord est du site, les eaux des fossés externes s'écouleront vers les fossés en direction du bois, après transit par des bassins tampons dimensionnés sur une pluie décennale.

Les fossés externes et internes seront curés et maintenus en bon état de manière à limiter la stagnation des eaux et la décomposition des végétaux.

Les eaux souillées issues du C.T.E.D. rejoindront directement la lagune (*parcelle n° 542*), le bassin d'aération et la lagune de finition (*parcelle n° 396*).

L'exutoire est le ru de Launay au niveau de "La Fontaine Trémargat" où une station de jaugeage sera du cours d'eau sera mise en place.

#### **Art.7.3.**

Afin d'améliorer le fonctionnement de la première lagune située sur la parcelle n°542, un curage du bassin sera réalisé ainsi que la mise en place d'un aérateur, d'une recirculation ou de tout autre dispositif permettant d'améliorer le rendement épuratoire du bassin.

#### **Art.7.4. Collecte des lixiviats**

Les zones exploitées après le 01/07/99 seront équipées d'un système de drainage des lixiviats raccordé à une cheminée-puisard implantée au point bas de chaque casier.

L'ensemble de l'installation de drainage et collecte des lixiviats sera conçu pour limiter la charge hydraulique à 30 cm en fond de site et permettre l'entretien, l'inspection des drains et leur débouchage éventuel.

#### **Art.7.4. Collecte et traitement du biogaz**

Les casiers en cours d'exploitation contenant des déchets de catégories D (*cf. refus de compostage, encombrants en mélange*) seront, en cas de besoin, équipés au plus tard un an après leur comblement d'un réseau de drainage des émanations gazeuses équipé de vannes de prélèvement.

Une mesure de la production de biogaz sera réalisée sur un premier casier. Selon les résultats quantitatifs et qualitatifs obtenus, les possibilités de mise en place d'un réseau de dégazage passif ou d'un réseau de drainage actif du biogaz pour les casiers suivants seront examinés.

En cas de production significative de biogaz, il sera transporté vers une installation de valorisation ou à défaut détruit par combustion sur site.

## **ARTICLE 8 : EXPLOITATION du C.T.E.D.**

### **Art.8.1. Exploitation des casiers**

Dans la mesure du possible, il ne peut être exploité qu'un casier ou qu'une seule alvéole lorsque le casier est subdivisé en alvéoles, par catégorie de déchets.

La mise en place des déchets est réalisée conformément au plan prévisionnel d'exploitation présenté dans le dossier.

Les déchets déposés en couches successives et compactés sur site sont recouverts *quotidiennement* pour limiter les nuisances. La quantité minimale de matériaux de recouvrement toujours disponible doit être au moins égale à celle utilisée pour 15 jours d'exploitation.

### **Art.8.2. Plan d'exploitation**

L'exploitant doit tenir à jour un plan d'exploitation où seront reportés :

- l'emplacement de chaque casier ;
- les dates de début et fin d'exploitation du casier ;
- la dimension du casier, le volume stocké et le type de déchets ;
- le schéma de collecte des eaux et du biogaz ainsi que les installations de traitement correspondantes ;
- les zones réaménagées ;
- un état des garanties financières éventuellement en vigueur.

## **ARTICLE 9 : SUIVI des REJETS**

### **Art.9.1. Contrôle du rejet issu du lagunage**

#### **Art.9.1.1. Limites maximales autorisées**

Le point de rejet des lagunes sera équipé d'un dispositif permettant de réaliser une mesure de débit.

Les concentrations de l'effluent rejeté ainsi que les flux maximums autorisés figurent ci-après :

PARAMETRE	VALEUR LIMITE
Matières en suspension (MES) Demande Chimique en Oxygène : DCO Demande Biologique en Oxygène : DBO <sub>5</sub> Azote Kjeldhal (NTK) Phosphore total	30 mg/l 250 mg/ 50 mg/l 20 mg/l 10 mg/l
Métaux dont : <ul style="list-style-type: none"><li>● Cr VI</li><li>● Cd</li><li>● Pb</li><li>● Hg</li></ul> Arsenic CN libres Fluor et composés en F. Hydrocarbures Totaux Composés Organiques Halogénés Phénols	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j 0,2 mg/l 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j 0,05 mg/l 0,1 mg/l 0,1 mg/l 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j < 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j < 0,1 mg/l

Les flux rejetés seront au maximum :

de janvier à avril :	mai et décembre :
. DBO <sub>5</sub> : 12,5 kg/j . DCO : 62,5 kg/j . MES : 7,5 kg/j . NTK : 5,0 kg/j . Pt : 2,5 kg/j	. DBO <sub>5</sub> : 7,5 kg/j . DCO : 37,5 kg/j . MES : 4,5 kg/j . NTK : 3,0 kg/j . Pt : 1,5 kg/j
Juin et novembre :	Juillet, août, septembre, octobre :
. DBO <sub>5</sub> : 4 kg/j . DCO : 20 kg/j . MES : 2,4 kg/j . NTK : 1,6 kg/j . Pt : 0,8 kg/j	. DBO <sub>5</sub> : 2 kg/j . DCO : 10 kg/j . MES : 1,2 kg/j . NTK : 0,8 kg/j . Pt : 0,4 kg/j

#### **Art.9.1.2. Suivi du milieu**

Le suivi de l'unité de traitement par lagunage réalisé une fois par trimestre consistera en une mesure de débit (*en cas de rejet effectif*), d'un prélèvement en sortie de lagunage avec analyse des paramètres suivants : pH, température, MES, DCO, DBO<sub>5</sub>, NTK, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, P<sub>T</sub>, O<sub>2</sub> dissous, Cl<sup>-</sup> et conductivité.

Les métaux lourds (Pb, Cd, Cr, Hg et les coliformes fécaux) seront recherchés une fois par an sur le rejet.

Sur demande de l'Inspecteur des Installations Classées, les paramètres suivants seront recherchés, le cas échéant, sur le rejet du lagunage: As, F, CN libres, hydrocarbures totaux, composés organiques halogénés et phénols.

Les analyses d'eaux comprendront également la recherche, **2 fois par an**, les paramètres pH, MES, DCO, DBO<sub>5</sub>, P<sub>T</sub>, NTK, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, Cl<sup>-</sup>, conductivité en **3 points sur les eaux superficielles** (cf. Plans annexés):  
. **au niveau du rejet du lagunage dans le ru de Launay (point 1),**  
. **au niveau du hameau de Launay après la confluence avec la source (point 2),**  
. **sur le ru de Launay juste en amont de sa confluence avec l'Ic (point 3).**

Un IBGN (Indice Biologique Global Normalisé) sera réalisé dès la parution du présent arrêté aux **3 points de surface précités**. Cette mesure devra être réalisée tous les 3 ans.

Une surveillance **des points de rejet des eaux « non souillées »** présentés à l'article 7.2., sera également réalisée conformément aux plans annexés :

- . Aux points A, B, C situés à l'amont de la décharge
- . En sortie de chaque bassin tampon pour ce qui concerne l'aval du site (D, E, F, G)

En cas de rejet effectif, les paramètres recherchés seront au minimum : pH, conductivité, DBO<sub>5</sub>, MES, NTK ; toutefois des analyses complémentaires pourront également être demandées le cas échéant. Les mesures seront réalisées au minimum **2 fois par an**.

#### **Art.9.1.3.**

Les résultats des mesures devront être **transmis à l'Inspecteur des Installations Classées** qui se réserve le droit d'adapter le programme d'analyses des résultats du suivi sur les paramètres physico-chimiques et biologiques.

L'ensemble des analyses effectuées devra permettre d'apprécier l'influence du rejet sur le milieu récepteur. Une modification des normes de rejet ainsi qu'une adaptation du système de traitement pourront être proposées sur les bases des résultats du suivi et notamment en cas d'atteinte au milieu.

Les mesures précisées par le programme de surveillance, au moins une fois par an, devront être effectuées par un organisme agréé par le Ministère chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées. Tous les résultats des contrôles seront archivés par l'exploitant pendant une durée d'au moins cinq ans.

#### **Art.9.3. Contrôle des eaux souterraines**

Deux fois par an sera réalisé un relevé des hauteurs de nappe sur l'ensemble des piézomètres et des puits situés sur le site et à proximité. Ces mesures permettront d'apprécier les caractéristiques hydrauliques des eaux souterraines.

Un réseau minimum de 3 puits de contrôle représentatif de la qualité des eaux souterraines sera installé (1 piézomètre) en amont et en aval hydraulique du site (2). La localisation des 2 piézomètres aval sera représentative de la qualité de la nappe en fonction des différents axes d'écoulement.

Une *analyse complète de référence* portant sur les paramètres suivants sera réalisée : hauteur d'eau, température, conductivité, pH, DCO, DBO<sub>5</sub>, COT, NTK, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, Chlorures, Fer, Manganèse, Plomb, Cuivre, Chromes, Nickel, Zinc, Cadmium, Phénols, Coliformes fécaux et streptocoques fécaux.

Un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines permettra de suivre l'impact du C.T.E.D.

Les analyses réalisées semestriellement porteront sur les paramètres suivants : hauteur d'eau, pH, température, conductivité, DCO, DBO<sub>5</sub>, NTK, NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, Chlorures, Fer, coliformes fécaux.

Les métaux lourds (Pb, Cd, Hg, Cr) seront recherchés une fois par an sur les 3 piézomètres amont et aval.

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, un plan d'action et de surveillance renforcée sera mis en place en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées au frais de l'exploitant. et un rapport circonstancié sur les observations obtenues lui sera adressé.

Les résultats de tous les contrôles et analyses sont communiqués à l'Inspecteur des Installations Classées. Ils sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à 30 ans après la cessation de l'exploitation et qui ne doit pas être inférieure à la période de suivi.

#### **Art.9.4. Suivi du biogaz**

Sur l'ensemble des casiers contenant des déchets de catégorie D, en cas de production de biogaz, des événements de dégazage munis d'une vanne de prélèvement seront installés en vue de limiter les risques d'explosion.

Sur les anciens casiers, une nouvelle mesure de biogaz sera réalisée dans un délai d'un an à compter de la parution de l'arrêté d'autorisation et sur les nouveaux casiers chaque année pendant les 3 premières années.

Sur la base des résultats obtenus le suivi pourra être modifié avec l'accord de l'Inspecteur des Installations Classées.

Le cas échéant, les conditions techniques d'évacuation, de destruction ou de stockage du biogaz seront examinées en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées.

Si la production de biogaz et la teneur en CH<sub>4</sub> sont suffisantes, la destruction des gaz devra être réalisée. Pour le cas où la destruction du biogaz par combustion serait réalisée sur site, la température, mesurée en continu, devra être au minimum de 900 °C. Les émissions de SO<sub>2</sub>, CO, poussières, HCl et HF issues de chaque dispositif de combustion feront l'objet d'une campagne annuelle d'analyses.

Les valeurs limites à ne pas dépasser seront :

- poussières < 10 mg/Nm<sup>3</sup>
- CO < 150 mg/Nm<sup>3</sup>

**Art.9.5.** L'ensemble des contrôles, prélèvements et analyses correspondant au suivi du site au niveau des lixiviats, des eaux superficielles et souterraines, du biogaz, de la couverture argileuse à la charge de l'exploitant seront effectués par un organisme indépendant compétent.

## **ARTICLE 10 : INFORMATION sur l'EXPLOITATION**

### **Art.10.1. Information de l'Inspection des Installations Classées**

- ◆ Les résultats des analyses devront être consignés dans des registres et communiqués à l'Inspecteur des Installations Classées dès leur parution.
- ◆ Une fois par an, l'exploitant adressera à l'Inspection des Installations Classées *un rapport d'activité* comportant une synthèse des informations relatives au suivi des rejets, au contrôle des eaux et du biogaz.
- ◆ L'exploitant informera immédiatement l'Inspection des Installations Classées en cas d'accident et lui indiquera les mesures prises à titre conservatoire.

### **Art.10.2. Information du public**

Une commission Locale d'Information et de Surveillance (CLIS) du site, dont la composition sera définie ultérieurement, sera créée.

Le dossier réalisé par le SMITOM concernant l'étude de mise en conformité du site doit être transmis au Maire de LANTIC et aux membres de la CLIS.

Chaque nouvelle actualisation du dossier ainsi que le rapport annuel d'activité sera également transmis aux personnes précitées.

## **ARTICLE 11 : COUVERTURE des PARTIES COMBLEES et FIN d'EXPLOITATION**

L'ensemble des dispositions de ce chapitre s'applique pour les casiers en cours de comblement ou comblés postérieurement au 1er juillet 1999.

### **Art.11.1. Couverture des casiers**

Dès la fin de comblement d'un casier, une couverture finale sera mise en place pour limiter les infiltrations dans les déchets et vers l'intérieur de l'installation de stockage.

La couverture présentera une pente d'au moins 3 % permettant de diriger toutes les eaux de ruissellement vers les dispositifs de collecte.

Dans le cas des déchets de catégorie D, la couverture finale à réaliser sera constituée des couches suivantes (*du bas vers le haut*) ; elle devra permettre le captage, la collecte et l'évacuation du biogaz conformément aux prescriptions du présent arrêté.

- une couche drainante participant à la collecte et au captage du biogaz et dans laquelle se situe le réseau de drainage et de captage de ces gaz ;
- un écran imperméable compacté d'1 m caractérisé par une perméabilité inférieure ou égale à  $10^{-8}$  m/s ;
- un niveau de terre arable végétalisée permettant une évapo-transpiration maximale d'une épaisseur minimale de 30 cm.

Dans le cas de déchets de catégorie E, la couverture aura une structure multicouches avec au minimum (*du bas vers le haut*) :

- un écran imperméable composé d'une couche de matériaux d'au moins 1 m caractérisée par un coefficient de perméabilité inférieure ou égale à  $10^{-9}$  m/s et recouvert d'une membrane ou de tout autre dispositif équivalent ;
- un niveau drainant permettant de limiter les infiltrations d'eaux météoriques dans le stockage (perméabilité  $> 10^{-4}$  m/s) ;
- une protection particulière contre le poinçonnement est intégrée entre la géomembrane ou le dispositif équivalent et les éléments du système drainant ;
- un niveau de terre arable végétalisée permettant une évapo-transpiration maximale d'une épaisseur minimale de 30 cm.

Des tests de contrôle de perméabilité seront réalisés uniformément sur l'ensemble de la couverture argileuse afin de s'assurer du respect des prescriptions énoncées ci-dessus. Les mesures seront réalisées par un organisme extérieur compétent.

#### **Art.11.2. Aménagements connexes**

Le réaménagement et la végétalisation du site seront réalisés dès la fin de l'exploitation des casiers.

A la fin de la période d'exploitation, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats seront supprimés et la zone de leur implantation remise en état.

La clôture du site est maintenue pendant au moins cinq ans. A l'issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions et cela pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

#### **Art.11.3.**

L'exploitant devra adresser au Préfet des COTES-d'ARMOR au moins 6 mois avant l'échéance de fin d'exploitant un dossier comprenant :

- le plan d'exploitation à jour du site ;
- un mémoire sur les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511.1 du Code de l'Environnement ;
- une description de l'insertion du site dans le paysage et son environnement ;
- une étude de stabilité du dépôt ;
- le relevé topographique détaillé du site ;
- une étude hydrogéologique et l'analyse détaillée des résultats des analyses d'eaux souterraines pratiquées depuis au moins 5 ans ;
- une étude sur l'usage qui peut être fait de la zone exploitée et couverte, notamment en terme d'urbanisme et d'utilisation du sol et du sous-sol ;
- en cas de besoin, la surveillance qui doit encore devoir être exercée sur le site ;
- un mémoire sur la réalisation des travaux couverts par des garanties financières ainsi que tout élément technique pertinent pour justifier la levée de ces garanties ou leur réduction.

#### **Art.11.4. Servitudes d'utilité publique**

Conformément à l'article 49 de l'arrêté du 9/09/97 relatif aux décharges d'ordures ménagères et assimilés et aux articles 24.1 à 24.3 du décret du 21/09/77 susvisés ; au plus tard un an après la période de la fin d'exploitation, des servitudes seront instituées sur tout ou partie de l'exploitation.

Ces servitudes doivent interdire l'exploitation de construction et d'ouvrage susceptible de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des lixiviats et au maintien durable du confinement des déchets mis en place. Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter l'usage au sol du site.

## **ARTICLE 12 : GESTION du SUIVI**

### **Art.12.1 Plan du site**

Toute zone couverte doit faire l'objet d'un plan général de couverture et, si nécessaire, de plans de détail qui complètent le plan d'exploitation.

### **Art.12.2. Programme de suivi**

Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période d'au moins 30 ans.

La première phase du programme de suivi est réalisée sur une période minimale de 5 ans et comprend :

- ✓ 1 contrôle trimestriel du rejet du lagunage ;
- ✓ 1 contrôle trimestriel des eaux de surface ;
- ✓ 1 contrôle semestriel des eaux souterraines ;
- ✓ 1 contrôle semestriel du système de captage du biogaz si nécessaire

Cinq après le démarrage de ce programme, l'exploitant adressera une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. L'Inspection des Installations Classées pourra proposer, sur la base de ce document, une modification du programme de suivi.

## **ARTICLE 13: GARANTIES FINANCIERES**

Le montant des garanties financières est établi compte-tenu des coûts : de remise en état du site après exploitation, de la surveillance après exploitation, d'une intervention éventuelle en cas d'accident ou de pollution.

La remise en état du site sera effectuée au fur et à mesure de l'exploitation. Les périodes de garanties financières sont renouvelables et s'étendent pour la première période du 1<sup>er</sup> février 2000 au 29 janvier 2005.

A la fin de cette première tranche le SMITOM de LAUNAY-LANTIC devra renouveler les garanties financières conformément au dossier présenté.

Le montant total des garanties cautionnées par le *Crédit Agricole* s'élève à 3 811 442 F.TTC.

## **ARTICLE 14 : FIN de la PERIODE de SUIVI**

Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au Préfet le dossier prévu à l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé.

En application de l'article 23.6 du décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé, le Préfet peut demander la réalisation aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Le Préfet fait alors procéder par l'Inspecteur des Installations Classées à une visite du site pour s'assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'Inspecteur des Installations Classées établit un rapport de visite dont un exemplaire est adressé par le Préfet à l'exploitant, aux maires des communes intéressées et aux membres de la CLIS.



Le Préfet peut imposer à l'exploitant des prescriptions complémentaires de remise en état.

L'exploitant remet également au Préfet un mémoire sur la réalisation des travaux couverts par les garanties financières ainsi que tout élément technique pertinent pour justifier la levée de ces garanties ou leur réduction.

Sur la base de ce rapport, le Préfet consulte les maires des communes intéressées sur l'opportunité de lever les obligations de garanties financières auxquelles est assujéti l'exploitant.

Le Préfet détermine ensuite par arrêté complémentaire, eut égard aux dangers et inconvénients résiduels de l'installation, la date à laquelle peuvent être levées, en tout ou partie, les garanties financières. Il peut également décider de la révision des servitudes d'utilité publique instituées sur le site.

### **TITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES A L'USINE de COMPOSTAGE des ORDURES MENAGERES ET ASSIMILEES**

*abrogé par l'arrêté du 12/5/2003*

#### **ARTICLE 15 : USINE de COMPOSTAGE**

La fosse de réception des ordures ménagères devra être couverte.

Les ordures déversées dans la fosse dès leur arrivée seront traitées dans les 48 heures au plus tard.

L'accès s'y fera par une seule face fermée par un rideau métallique qui ne devra être ouvert que pendant les opérations de déchargement des camions-bennes.

Les tapis et autres transporteurs seront entièrement couverts afin d'éviter l'envol des papiers et autres déchets.

Les installations de fermentation accélérée, de criblage, de broyage seront réalisées afin que l'ensemble des opérations ou manipulations n'incomodent en aucune façon le voisinage par les odeurs ou les dispersions de poussières.

Si cela s'avère nécessaire, il pourra être demandé à l'exploitant d'équiper tous les postes où se pratiqueront des opérations génératrices de poussières (*fosse de réception, broyage, déferrailage, tamisage*) d'un dispositif de captation relié à une installation de dépoussiérage à rendement satisfaisant et de maintenir l'intérieur du bâtiment en dépression.

#### **ARTICLE 16 : PLATE-FORMES de COMPOSTAGE**

Les produits issus directement de la fermentation accélérée des ordures ménagères devront respecter la réglementation en vigueur en ce qui concerne leur dénomination, leur stockage et leur utilisation.

La hauteur des andains sera limitée à 2,50 m.

L'aire de maturation et de stockage du compost, localisée aux parcelles (n°305- 543 à 547), d'une surface minimale de 9 000 m<sup>2</sup>, permettra de stocker au minimum 6 mois de production.

Les temps de maturation, la qualité, la dénomination et l'utilisation de ces produits devront respecter la norme NFU 44.051.

#### **ARTICLE 17 : GESTION des EAUX**

Les effluents liquides de l'usine, les eaux usées domestiques, les lessivats de l'aire de maturation du compost et les eaux de ruissellement de l'aire de circulation seront reprises et dirigées vers le décanteur qui rejoint les lagunes.

**ARTICLE 18 :**

En cas d'arrêt des installations mécaniques pour avarie ou entretien ou toute autre cause que ce soit, les ordures ménagères seront dirigées vers une unité de traitement autorisée.

L'Inspecteur des Installations Classées sera informé dans les meilleurs délais des mesures compensatoires prises pour le traitement des ordures ménagères.

**TITRE IV : DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DU SITE**

**ARTICLE 19 :**

Toute transformation de l'état des lieux, dans la nature de l'appareillage ou du travail, toute extension de l'exploitation par rapport aux plans et mémoires visés, et de nature à entraîner une modification des prescriptions énoncées ci-dessus, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation complémentaire.

Le SMITOM de Launay-Lantic devra préciser au Préfet les coordonnées de la société chargée de l'exploitation des installations ainsi que chaque changement d'exploitant.

**ARTICLE 20 :**

L'exploitant devra se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

**ARTICLE 21 : DELAI et VOIE de RECOURS**

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de RENNES.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Tout recours administratif préalable ou devant une juridiction compétente n'interrompt pas ce délai.

**ARTICLE 22 :**

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de LANTIC pendant une durée d'au moins un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de Monsieur le Président du SMITOM.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de Monsieur le Président du SMITOM dans deux journaux d'annonce légale du département.

**ARTICLE 24 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des COTES-d'ARMOR,  
Monsieur le Maire de LANTIC,  
L'Inspecteur des Installations Classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au SMITOM de Launay-Lantic pour être conservé en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

FAIT à SAINT-BRIEUC, le

**18 AVR. 2001**

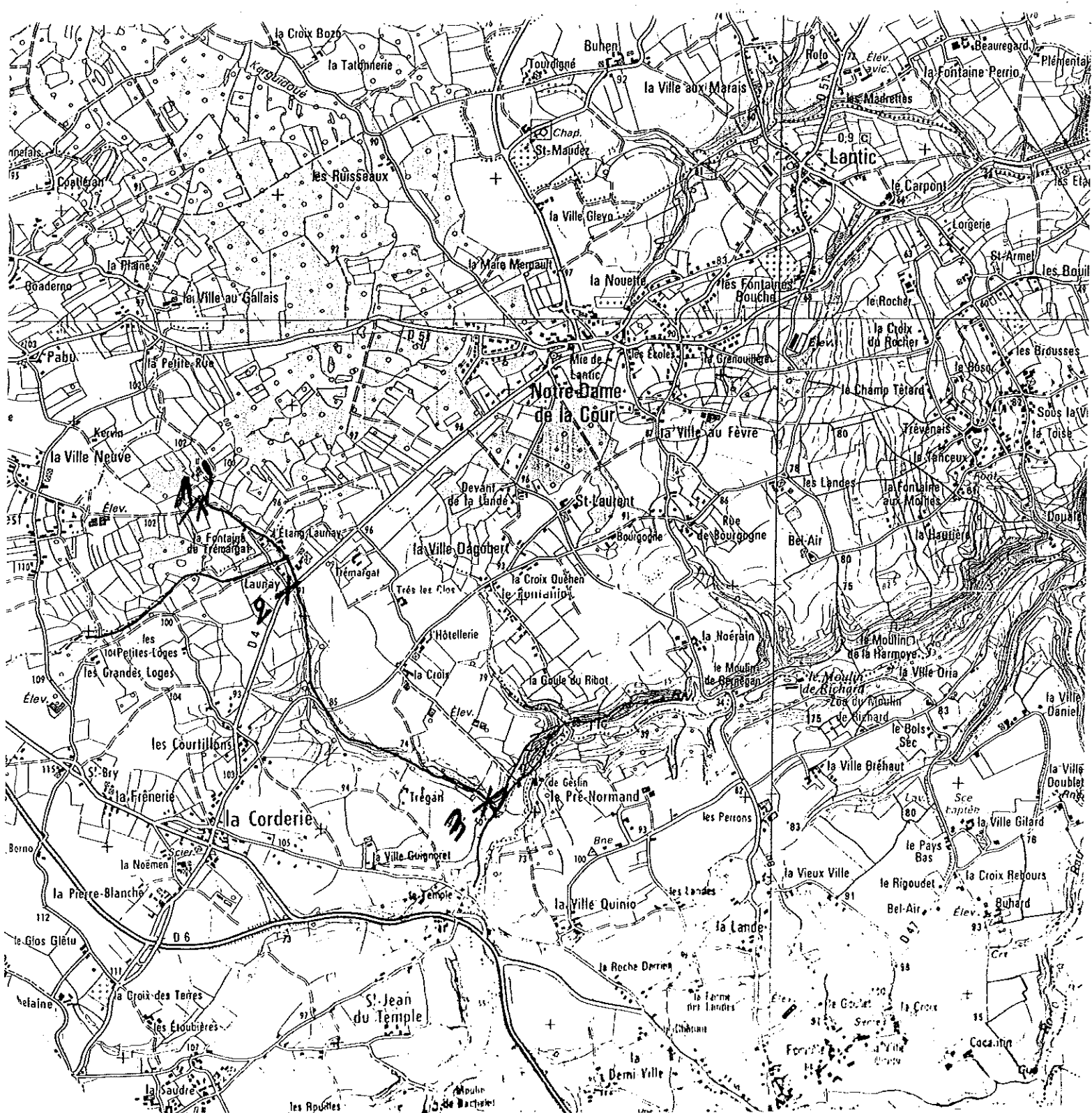
Pour copie certifiée conforme  
L'Attaché, Chef de Bureau

Le PREFET,  
**Pour le PREFET,**  
**Le Secrétaire Général,**

Signé: Denis DUBOIS

Christian RAYMOND

Localisation des points de prélèvement  
sur le ru de Launay



# ANNEXE

Points de prélèvement pour les eaux  
 de ruissellement non souillées

